

La Tunisie durcit le ton face à la montée des menaces

Les dirigeants ont longtemps nié les dangers terroristes

EL-KANTAOUI (TUNISIE) -
envoyé spécial

Elle a tenu à venir aussitôt. Elle se mêle à la foule de l'hôtel Riu Imperial Marhaba de la station balnéaire d'El-Kantaoui, où se croisent touristes hébétés, journalistes, enquêteurs, hommes politiques. La ministre tunisienne du tourisme a le visage livide. Après l'attentat contre le musée du Bardo à Tunis, le 18 mars (22 morts dont 21 étrangers), Selma Elloumi Rekik était aux avant-postes des campagnes de promotion du tourisme tunisien afin de lutter contre l'inévitable désaffection à l'endroit de la Tunisie. Elle espérait avoir remonté la pente. Mais cette nouvelle attaque d'El-Kantaoui, dont le bilan provisoire est de 38 morts, ruine l'essentiel de son combat. Alors, M^{me} Rekik use d'un langage musclé : « *La situation est très grave. Des mesures dures vont être prises. Tout va changer maintenant. Il faut prendre très au sérieux les attaques contre l'Etat, les abus de langage, les excès.* »

Le propos résume un nouveau climat en Tunisie. Alors que le terrorisme d'inspiration djihadiste frappe de plus en plus violemment, le discours sécuritaire devient en vogue dans un pays in-

quiet pour son avenir. Le président Béji Caïd Essebsi lui-même a an-

noncé vendredi 26 juin, lors de son déplacement à El-Kantaoui, « *des mesures douloureuses mais nécessaires* ». Lors d'une conférence de presse à Tunis, son premier ministre, Habib Essid, a dévoilé un plan dont la dimension sécuritaire domine. Il y est question de « *faire appel à la réserve militaire pour renforcer les forces sécuritaires* », de déclarer « *plusieurs montagnes [où sont implantés des maquis djihadistes] zones militaires fermées* », d'« *intensifier les perquisitions pour démanteler les cellules terroristes* », de mettre en place « *des patrouilles armées à l'extérieur et à l'intérieur des hôtels* ». Le premier ministre a aussi annoncé « *la fermeture de toutes les mosquées hors contrôle* » – précisant qu'il en existait 80 – et de « *revoir la loi relative aux associations* » dans le sens d'un contrôle accru de l'Etat sur leurs financements.

Dans cette crispation sécuritaire, le gouvernement tunisien, dominé par le parti Nidaa Tounes, peut compter sur le soutien d'une majorité de la population tunisienne, où monte le désir d'autorité. Même le parti islamiste Ennahda, partie prenante de la coalition au pouvoir, semble abonder dans ce sens. Lotfi Zitoun, conseiller po-

Le discours sécuritaire devient en vogue

dans un pays inquiet pour son avenir

litique de Rached Ghannouchi, président d'Ennahda, a ainsi déclaré au *Monde* après l'attaque d'El-Kantaoui : « *Nous ne blâmons pas le ministère de l'intérieur. Nous sommes solidaires des institutions sécuritaires de l'Etat.* »

Menaces sur les libertés

Mais cette nouvelle atmosphère inquiète les organisations des droits de l'homme tunisiennes, qui y voient une menace pesant sur les acquis de la révolution de 2011 en matière de libertés publiques. Ces organisations ont déjà sonné l'alarme ces dernières semaines contre plusieurs projets de loi, notamment celui sur la « *répression des attaques contre les forces armées* ». Entre autres dispositions, le texte – non encore soumis à la discussion parlementaire – pénalise le « *dénigrement* » des forces armées et la divulgation d'informations considérées comme des « *secrets liés à la sûreté nationale* ». Les militants tunisiens des droits de l'homme soutiennent que ces articles menacent « *la liberté d'expression* ».

Le débat promet de s'envenimer. A gauche de l'échiquier politique, certaines formations appellent à

une approche plus globale de la lutte contre le terrorisme. Hama Hammami, porte-parole du Front populaire, a ainsi déclaré au *Monde* vendredi à El-Kantaoui qu'une « *véritable stratégie contre le terrorisme doit aussi intégrer les aspects sociaux, économiques, régionaux, culturels, religieux* » et « *non pas seulement sécuritaire* ».

Depuis l'émergence de la menace djihadiste en Tunisie à partir des années 2012-2013, les gouvernements successifs et une partie de la classe politique ont semblé être dans le déni. Ceux qui met-

taient en garde contre la dérive étaient accusés d'être des oiseaux de mauvais augure. Cette analyse n'a pas totalement disparu. En insistant de manière rituelle sur le « *phénomène international* » que constitue le terrorisme, de nombreux responsables évitent de s'appesantir sur la dimension proprement tunisienne du péril, en particulier sur ses racines régionales et sociales. Pourquoi autour de 3 000 jeunes Tunisiens sont-ils partis faire le djihad en

Irak et en Syrie ? Ce sont eux qui, maintenant, notamment à partir de la Libye voisine, menacent leur propre pays. L'introspection tunisienne sur son propre djihadisme s'annonce douloureuse. ■

FRÉDÉRIC BOBIN

